

A PROPOS DU CONGRÈS CONFÉDÉRAL

Le Parti, les Syndicats et les inorganisés

On a souvent dit et écrit : « Le Parti Communiste est l'état-major de la classe ouvrière, les syndicats sont le gros de l'armée », c'est-à-dire le Parti commande et les syndicats exécutent, ou, pour parler le langage présent : le Parti doit diriger toutes les luttes de la classe ouvrière.

J'ai cru, moi aussi, que c'était possible, quand nous mettions tous nos espoirs dans l'Internationale Communiste, quand nous venions de fonder le Parti Communiste français et lorsque se créait l'Internationale Syndicale Rouge. A ce moment-là, le Parti Communiste français, débarrassé depuis Tours des éléments petits-bourgeois et social-démocrates, pouvait dire qu'il était l'élite de la classe ouvrière, recrutant sans cesse de nouvelles couches prolétariennes; nous pensions bien que l'éducation des nouvelles recrues, l'expérience aidant, arriverait à faire du Parti l'avant-garde de la classe ouvrière, et nous étions d'accord sur le rôle dirigeant que devait jouer le Parti dans les différentes organisations prolétariennes par l'action de ses membres au sein de ces organisations. C'est d'ailleurs ce qui s'est fait sérieusement par le jeu de la démocratie ouvrière, et qui donnait des résultats — jusqu'au jour où la fameuse bolchevisation est venue tout gâcher. Bolchevisation du Parti. Bolchevisation des syndicats. Démocratie ouvrière remplacée par les comités. Etablissement d'un bureaucratisme incapable et profiteur, intoxication de la classe ouvrière par les ordres d'en Haut, mots d'ordre abracadabrants et bourrage de crâne de la presse ouvrière. D'où crise de confiance des travailleurs qui ont déserté. Parti et syndicats.

A partir de ce moment, nous ne sommes plus d'accord, nous dénonçons ces méthodes malfaisantes. Les résultats ayant confirmé nos appréhensions, nous disons que si le Parti *peut* être l'élite de la classe ouvrière, *il ne peut, en tant que Parti*, prétendre diriger toutes les luttes de la classe ouvrière. Sa composition le lui interdit; il ne comprend pas exclusivement des ouvriers, mais, à côté des travailleurs des usines, des éléments exerçant une profession libérale, des commerçants, des fermiers et des travailleurs agricoles : tous, certainement, puisqu'ils adhèrent au Parti Communiste, doivent être partisans de la transformation de la société capitaliste en société communiste par la Révolution violente, mais ils ne peuvent, dans leur ensemble, prétendre diriger toutes les luttes ouvrières, en particulier les grèves.

Le Parti comprend nombre d'éléments non syndiqués, des syndiqués non syndiqués, des gens

qui n'ont aucune expérience de l'action directe dans les luttes économiques; il ne saurait donc s'arroger le droit de jouer un rôle directeur dans les grèves.

Pour nous, les syndicats ne doivent pas être subordonnés à un parti politique, ni marcher à sa remorque; le syndicat peut déterminer son action et mener ses luttes propres; s'il veut entraîner la masse ouvrière, il ne doit pas avoir d'étiquette politique, il doit être l'organisation de tous les exploités sans distinction de pensée ni de tendances. Les ouvriers que nous cherchons tous les jours à enrôler dans les syndicats sont le plus souvent des sans-parti, sans éducation de classe, qui viennent au syndicat dans l'espoir d'améliorer leur situation de producteur. S'il nous appartient de faire cette éducation, si notre devoir est de les orienter vers la lutte de classes, si notre rôle est de leur faire comprendre et admettre tout l'odieux du régime capitaliste et, par là, les amener à travailler à sa disparition, il n'en reste pas moins vrai que si nous voulons avoir un véritable syndicalisme de masse, nous ne pouvons pas dire : « Ici c'est la C. G. T. Communiste, et ce sont les Communistes qui dirigent », sans quoi nous éloignons tous ceux qui n'acceptent pas les idées communistes, ou qui n'approuvent pas les faits et gestes des communistes. Nous affaiblissons par là nos moyens de recrutement, nos possibilités d'action contre le capitalisme, et nous laissons livrés à eux-mêmes des ouvriers qu'il serait possible d'amener à l'action révolutionnaire.

Il est vrai que, présentement, alors que la C. G. T. U., en arrondissant les chiffres, compte 400.000 membres, on peut admettre qu'avec les autres groupements il y ait un million d'organisés sur dix millions de travailleurs français, et on en arrive à tenir ce raisonnement que les inorganisés sont plus combattifs que les syndiqués, qu'ils tiennent un rôle de premier plan. C'est sans doute pour cela qu'on ne s'inquiète pas de savoir si telle méthode va favoriser le recrutement ou si telle autre va l'entraver, puisque les inorganisés sont de meilleurs combattants... Ce n'est pas notre avis, et nous aimerions mieux avoir cinq millions d'ouvriers organisés, avec une conscience de classe, qui étudient, qui discutent, qui savent ce qu'ils veulent et où ils vont, que d'avoir des révoltés d'un jour qui, le coup de feu passé, oublient l'organisation syndicale et aussi la lutte de classes. C'est peut-être plus facile pour le Parti de faire de la démagogie bruyante, sans lendemain, vis-à-vis des camarades non organisés, c'est plus expéditif; quant aux résultats pour les buts que nous poursuivons ils sont nuls, car ce n'est

pas au cours d'un seul mouvement, sans organisation suivie, qu'on fait des révolutionnaires. Peut-on prétendre sérieusement qu'une grève peut être bien examinée, bien étudiée avant son déclenchement par des inorganisés? Peut-on affirmer que des grèves sont menées, dirigées avantageusement par des non-syndiqués? C'est peut-être un moyen d'expliquer le manque de recrutement, mais ce n'est pas un argument valable pour des dirigeants de syndicats. Aussi nous élevons-nous contre cette innovation du bureau confédéral, de faire désigner des délégués non organisés au Congrès. Les arguments donnés sonnent faux, ce n'est pas dans un congrès que des inorganisés peuvent se convaincre de l'utilité de l'organisation syndicale, c'est dans la lutte quotidienne contre le patron, au cours de la grève, dans les réunions convoquées par le syndicat, parce que, là, on ne fait pas de discours, mais on bataille pour son pain quotidien. Cette façon de vouloir se faire blanchir et faire condamner ses adversaires par des camarades inorganisés, inexpérimentés, désignés par les cellules, comme c'est indiqué dans la « Vie du Parti », est un bien piteux moyen. Pour conquérir la masse, il faut lui inspirer confiance, et nous pouvons dire que présentement la classe ouvrière n'a pas confiance, elle est ballotée, livrée à elle-même, et subit les coups de la bourgeoisie.

Profitant de cette situation, la bourgeoisie a frappé dur; la classe ouvrière a eu des sursauts qui se sont révélés par de nombreuses grèves. Pourquoi la C. G. T. U. n'a-t-elle pas recruté à l'occasion des révoltes ouvrières?

Parce que nous avons à faire à des brouillons qui lancent des mots d'ordre mal étudiés, sans suite, incohérents; nous avons l'exemple du Premier Août, où les ordres les plus contradictoires ont été donnés, et, en fin de compte, où on laissait à chacun le soin de prendre la meilleure initiative. On a l'habitude de mettre toujours la charrue avant les bœufs, si bien que, chaque fois, on laisse la classe ouvrière déconcertée, désorientée et plus affaiblie.

Pour la question des inorganisés, c'est la même chose : reprenez les articles de « Henri » de la 20^e, les articles de Racamond, qui demande la tribune du Congrès, et lisez la déclaration de la C. E. de la C. G. T. U., on n'est même pas d'accord sur le rôle à leur attribuer; avant de lancer une idée, il faudrait pourtant se mettre d'accord et l'expliquer clairement ensuite...

On parlait de « pétaudière » à l'Humanité, mais la C. G. T. U., copiant le Parti, est bien en route pour le devenir. Chacun écrit à sa façon, et tout le monde commande. C'est le vrai moyen de n'être pas pris au sérieux. Et les mêmes méthodes sont employées : la calomnie, le mensonge sont de règle; il est vrai que c'est la même maison, la marchandise est la même. C'est pourquoi beaucoup de camarades ont ouvert les yeux et ne per-

mettront pas que ces méthodes continuent. Je l'avais dit au Congrès de Bordeaux : « Si vous voulez que la maison soit habitable pour tous, il faut qu'elle soit propre, il faut cesser le mensonge et la calomnie. » Vous avez continué, vous avez même progressé, vous vous êtes associés à tous les échecs de la bureaucratie communiste; les copains se cabrent; le « redressement » s'opérera, mais pas dans le sens que vous escomptez.

Votre résolution ne vous portera pas chance, surtout quand vous parlez de collaboration étroite et permanente sur « tous les terrains »; là-dessus, il y aurait beaucoup à dire. Quant à nous, notre position reste la même; nous sommes d'accord pour dire que les communistes comme les autres ont le droit de faire prédominer leur point de vue au sein du syndicat, si par leur travail, leur courage, leur dévouement, leur intelligence dans la lutte, ils obtiennent la confiance des ouvriers; si dans les assemblées syndicales ils obtiennent la majorité et les postes responsables, c'est qu'ils l'auront mérité, et ce sera très bien ainsi; mais nous nous élevons contre la pratique actuelle qui met aux postes responsables des organismes syndicaux des camarades qui n'ont jamais été élus par aucune assemblée, tel, à la 19^e Région, Henri Gautier (et ce n'est pas l'exception, c'est la règle présente).

En ce qui concerne l'action sociale, nous sommes d'accord pour œuvrer en commun avec les organisations révolutionnaires pour des actions coordonnées. Mais nous le répétons, nous ne pouvons accepter, pour la C. G. T. U., sa mise en tutelle par un Parti Communiste qui a bien du mal à se diriger lui-même.

GERMAINE GOUJON

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DE L'ENSEIGNEMENT

Il eut lieu cette année à Besançon. Par l'aspect de la salle et le nombre des participants, on peut dire que c'était un beau Congrès.

Ses assises et ses résultats inquiétaient cependant tous les anciens de la Fédération, ceux qui furent à la peine et non à l'honneur, ceux qui travaillèrent d'arrache-pied pour conquérir le droit syndical aux fonctionnaires en constituant des syndicats d'instituteurs et d'institutrices avant d'y être autorisés, ceux qui, durant la guerre, à une poignée, surent tenir contre les gouvernements successifs et la meute acharnée des profiteurs, ceux qui, enfin, surent résister à la scission de 1922.

Ils s'inquiétaient à juste titre depuis certains articles parus tant dans l'Humanité que dans la Vie Ouvrière et l'Ecole Emancipée, articles violents qui condamnaient le Syndicat du Finistère dans sa conduite de la grève des normaliens de Quimper. Ces